

ANNEXE 1

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

1935.
Le 31 octobre.
Rôle général
n° 63.

TRENTÉ-CINQUIÈME SESSION (EXTRAORDINAIRE)

31 octobre 1935.

COMPATIBILITÉ DE CERTAINS
DÉCRETS-LOIS DANTZIKOIS AVEC LA
CONSTITUTION DE LA VILLE LIBRE

ORDONNANCE

Présents : Sir CECIL HURST, *Président* ; M. GUERRERO, *Vice-Président* ; le baron ROLIN-JAEQUEMYS, le comte ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, ANZILOTTI, URRUTIA, Jhr. VAN EYSINGA, MM. WANG, NAGAOKA, *juges*.

LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE,
composée ainsi qu'il est dit ci-dessus,

Vu les articles 31 du Statut et 71 du Règlement de la Cour,

Rend l'ordonnance suivante :

Vu la requête du Conseil de la Société des Nations du 27 septembre 1935 priant la Cour de donner un avis consultatif sur la question de savoir si deux décrets-lois édictés par le Sénat de Dantzig le 29 août 1935, et portant amendement au Code pénal ainsi qu'au Code de procédure pénale de Dantzig, sont compatibles avec la Constitution de la Ville libre ou si, au contraire, ils violent une des dispositions ou un des principes de ladite Constitution ;

Vu l'ordonnance, rendue par le Président de la Cour, la Cour ne siégeant pas, le 4 octobre 1935, constatant que la Ville libre de Dantzig remplit, dans l'espèce, les conditions énoncées

ANNEX I.

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

1935.
October 31
General Li
No. 63.

THIRTY-FIFTH (EXTRAORDINARY) SESSION.

October 31st, 1935.

CONSISTENCY OF CERTAIN
DANZIG LEGISLATIVE DECREES WITH
THE CONSTITUTION OF THE FREE CITY

ORDER.

Present : Sir CECIL HURST, *President* ; M. GUERRERO, *Vice-President* ; Baron ROLIN-JAEQUEMYS, Count ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, ANZILOTTI, URRUTIA, Jhr. VAN EYSINGA, MM. WANG, NAGAOKA, *Judges*.

THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE,
composed as above,

Having regard to Article 31 of the Statute and Article 71 of the Rules of Court,

Makes the following Order :

Having regard to the Request of the Council of the League of Nations dated September 27th, 1935, asking the Court to give an advisory opinion on the question whether two legislative decrees issued by the Senate of Danzig on August 29th, 1935, and amending the Penal Code and the Code of Criminal Procedure of the City of Danzig, are consistent with the Constitution of the Free City, or, on the contrary, violate any of the provisions or principles of that Constitution ;

Having regard to the Order made by the President of the Court on October 4th, 1935, the Court not being in session, declaring that the Free City of Danzig was to be regarded

dans l'article 73, paragraphe 1, alinéa 2, du Règlement de la Cour ;

Vu la communication spéciale et directe adressée le même jour au Sénat de la Ville libre pour l'informer que la Cour était disposée à recevoir de lui un exposé écrit et à entendre, au cours d'une audience publique, un exposé oral fait, le cas échéant, au nom du Sénat, par un représentant dûment autorisé à cet effet ;

Considérant que le Sénat de Dantzig a désigné un agent pour le représenter devant la Cour dans la présente affaire ;

Considérant que l'agent du Sénat de Dantzig a transmis à la Cour, le 5 octobre 1935, une lettre en date du même jour par laquelle le Sénat demande à la Cour l'autorisation de procéder à la désignation d'un juge *ad hoc* dans la présente affaire en se fondant sur les motifs suivants :

« S'il est vrai que, selon l'article 71 du Règlement [de la Cour], une désignation de ce genre n'est expressément prévue que dans le cas d'un différend entre plusieurs États ou Membres de la Société des Nations, il est également vrai que, dans la présente affaire où il s'agit de l'examen de dispositions du droit constitutionnel interne de la Ville libre, il serait extrêmement utile qu'un juge entièrement au courant du droit constitutionnel dantzigois pût prendre place sur le siège. La Ville libre de Dantzig serait disposée à nommer un juge qui serait au courant de son droit constitutionnel. »

Considérant que, par lettre du 10 octobre 1935, le Président de la Cour, la Cour ne siégeant pas, a fait informer l'agent de la Ville libre que la demande du Sénat soulevait une question de principe et qu'en conséquence il convenait que l'agent de la Ville libre exposât oralement devant la Cour, de façon plus complète que cela n'avait pu être fait dans la lettre précitée, les motifs invoqués par le Sénat ;

Considérant qu'à l'audience du 30 octobre 1935, l'agent de la Ville libre a développé les diverses considérations qui, selon le Sénat, justifieraient la présence d'un juge *ad hoc* de Dantzig dans la présente affaire ;

Considérant que la Cour ne peut statuer qu'en conformité de son Statut et de son Règlement, dûment établi en application de l'article 30 du Statut ;

Considérant, à cet égard, que la composition dans laquelle la Cour doit siéger est régie par les articles 25 et 31 du Statut ; qu'aux termes dudit article 31, la présence éventuelle de juges *ad hoc* est exclusivement prévue pour le cas où il y a des parties devant la Cour ;

Considérant que tel n'est pas le cas dans la présente affaire ;

as fulfilling, for the purposes of this case, the conditions set out in Article 73, paragraph 1, second sub-paragraph, of the Rules of Court ;

Having regard to the special and direct communication addressed the same day to the Senate of the Free City informing it that the Court was prepared to receive from it a written statement and, if desired, to hear at a public sitting an oral statement made on behalf of the Senate by a duly authorized representative ;

Whereas the Senate of Danzig has appointed an Agent to represent it before the Court in this case ;

Whereas the Agent for the Senate of Danzig transmitted to the Court, on October 5th, 1935, a letter bearing the same date, in which the Senate asked the Court to authorize it to appoint a judge *ad hoc* in this case, adducing the following reasons in support of its request :

“Though it is true that, under Article 71 of the Rules [of Court], an appointment of this kind is only expressly provided for in the case of a dispute between several States or Members of the League of Nations, it is also true that, in the present case which involves examination of provisions of the domestic constitutional law of the Free City, it would be extremely desirable to have a judge thoroughly familiar with Danzig constitutional law upon the Bench. The Free City of Danzig would be prepared to appoint a judge who was familiar with its constitutional law.”

Whereas the President of the Court, the Court not being in session, caused the Agent for the Free City to be informed by letter dated October 10th, 1935, that the request of the Senate raised a question of principle and that consequently it was desirable that the Agent for the Free City should state orally in Court, more fully than had been possible in the letter above mentioned, the arguments relied upon by the Senate ;

Whereas, at the public sitting held on October 30th, 1935, the Agent for the Free City explained the various reasons which, in the opinion of the Senate, would justify the presence in this case of a judge *ad hoc* appointed by Danzig ;

Whereas the decision of the Court must be in accordance with its Statute and with the Rules duly framed by it in pursuance of Article 30 of the Statute ;

Whereas the constitution of the Court is governed by Articles 25 and 31 of the Statute ; and as under the said Article 31 provision is made for the presence on the Bench in certain contingencies of judges *ad hoc* only in cases in which there are parties before the Court ;

Whereas this condition is not fulfilled in the present case ;

Considérant que, d'après l'article 71, alinéa 1, du Règlement, les avis consultatifs sont émis par la Cour en séance plénière composée conformément à l'article 25 du Statut ;

Considérant que si, par application de l'article 30 ci-dessus rappelé du Statut, la Cour a, par l'article 71, alinéa 2, de son Règlement, déclaré applicable à la procédure en matière consultative la prescription de l'article 31 du Statut concernant la désignation éventuelle de juges *ad hoc*, c'est exclusivement lorsque cette procédure a trait à un différend actuellement né entre deux ou plusieurs États ou Membres de la Société des Nations, ainsi, d'ailleurs, que cela a été déjà constaté par la Cour dans son Avis consultatif du 6 avril 1935 dans l'affaire des écoles minoritaires en Albanie ;

Considérant que le second alinéa dudit article 71 constitue actuellement la seule exception à la règle générale ; qu'en conséquence, l'application n'en saurait être étendue au delà des limites qui lui ont été réglementairement fixées ;

PAR CES MOTIFS,

La Cour

décide qu'il n'y a pas lieu de faire droit à la demande de la Ville libre d'être autorisée à désigner un juge *ad hoc* dans la présente affaire.

Fait en anglais et en français, le texte français faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le trente et un octobre mil neuf cent trente-cinq, en deux exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont l'autre sera transmis au Conseil de la Société des Nations.

Le Président de la Cour :

(Signé) CECIL J. B. HURST.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

Whereas, under Article 71, first paragraph, of the Rules, advisory opinions are given by the full Court composed as provided in Article 25 of the Statute;

Whereas the Court, in accordance with the above-mentioned Article 30 of the Statute, has, by Article 71, paragraph 2, of its Rules, made the provisions of Article 31 of the Statute regarding the appointment of judges *ad hoc* in certain contingencies applicable in advisory proceedings, but only in cases where such proceedings relate to an existing dispute between two or more States or Members of the League of Nations, as was, moreover, recalled by the Court in its Advisory Opinion of April 6th, 1935, in the case concerning the Minority Schools in Albania;

Whereas the second paragraph of the said Article 71 at present constitutes the only exception to the general rule, and as therefore this exception cannot be given a wider application than is provided for by the Rules;

FOR THESE REASONS,

The Court

decides that there is no ground for granting the request of the Free City for permission to appoint a judge *ad hoc* in the present case.

Done in English and French, the French text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this thirty-first day of October, one thousand nine hundred and thirty-five, in two copies, one of which is to be deposited in the archives of the Court and the other to be forwarded to the Council of the League of Nations.

(Signed) CECIL J. B. HURST,
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

ANNEXE 2

I. — DOCUMENTS TRANSMIS PAR LE SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS :

1. Rapport du représentant du Royaume-Uni, adopté par le Conseil de la S. d. N. le 23 septembre 1935 (*en français et en anglais*). (Doc. C. 373. 1935. VII.)
2. Pétition des partis national-allemand, social-démocrate et du Centre, concernant le décret-loi du 29 août 1935 portant amendement à certaines dispositions du Code pénal en vigueur (*en français et en anglais*). (Doc. C. 355. 1935. VII.)
3. Originaux en langue allemande des documents reproduits ou cités dans le document C. 355. 1935. VII :
 - a) Pétition des partis national-allemand, social-démocrate et du Centre (4 sept. 1935).
 - b) Observations du Sénat de Dantzig (7 sept. 1935).
 - c) *Gesetzblatt für die Freie Stadt Danzig — Ausgabe A.*, n° 91 du 31 août 1935, contenant les décrets incriminés par les pétitionnaires.
 - d) *Gesetzblatt für die Freie Stadt Danzig — Ausgabe B.*, n° 33 du 26 juin 1933, contenant le texte de la loi du 24 juin 1933 pour remédier à la détresse du peuple et de l'État.
 - e) *Deutsche Justiz, Rechtspflege und Rechtspolitik*, du 12 juillet 1935. Articles intitulés : „Die leitenden Gedanken der beiden Gesetze zur Änderung des Strafgesetzbuches sowie zur Änderung des Strafverfahrens und des Gerichtsverfassungsgesetzes vom 28. Juni 1935“, et : „Die Einzelheiten der Strafgesetznovelle vom 28. Juni 1935.“
 - f) *Deutsche Justiz, Rechtspflege und Rechtspolitik*, du 30 août 1935. Article intitulé : „Der Gedanke der Gerechtigkeit in der deutschen Strafrechtserneuerung.“
4. Procès-verbal du Conseil de la S. d. N. du 23 septembre 1935 (a.-m.), avec le rapport d'un Comité de trois juristes qui y est visé.
5. Lettre du Haut-Commissaire de la S. d. N. à Dantzig au Sénat de la Ville libre, transmettant les pétitions de certains partis politiques (5 sept. 1935).

II. — DOCUMENTS TRANSMIS AU NOM DE LA VILLE LIBRE DE DANTZIG :

1. Travaux préparatoires qui ont précédé l'approbation de la Constitution de Dantzig par le Conseil de la S. d. N. :
 - 1) Procès-verbaux de la sous-commission nommée par la Commission préparatoire pour le projet de Constitution.
 - 2) Procès-verbaux de la Commission de la Constitution de l'Assemblée constituante.
 - 3) Comptes rendus sténographiques de l'Assemblée constituante et de la Diète.
2. *Urteil des Danziger Obergerichts, I. Zivilsenat, 14. November 1935.*
3. *Zusammenstellung der im Plaidoyer nicht wörtlich zitierten Entscheidungen und Gesetzesstellen.*
4. „Höhere Gerechtigkeit, Gnade und Naturrecht“, von Rechtsanwalt Prof. Dr. Grimm, Essen-Münster.

ANNEX 2.

I.—DOCUMENTS TRANSMITTED BY THE SECRETARIAT OF THE LEAGUE OF NATIONS :

1. Report by the representative of the United Kingdom, adopted by the Council of the L. N. on September 23rd, 1935 (*in French and English*). (Doc. C. 373. 1935. VII.)
2. Petition from the German National, Social-Democrat and Centre Parties, concerning the legislative decree of August 29th, 1935, amending certain provisions of the Penal Code in force (*in French and English*). (Doc. C. 355. 1935. VII.)
3. Original copies in German of documents reproduced or referred to in Document C. 355. 1935. VII :
 - (a) Petition of the German National, Social-Democrat and Centre Parties (Sept. 4th, 1935).
 - (b) Observations of the Senate of Danzig (Sept. 7th, 1935).
 - (c) *Gesetzblatt für die Freie Stadt Danzig—Ausgabe A.*, No. 91 of August 31st, 1935, containing the decrees complained of by the petitioners.
 - (d) *Gesetzblatt für die Freie Stadt Danzig—Ausgabe B.*, No. 33 of June 26th, 1933, containing the text of the law of June 24th, 1933, for the relief of the distress of the population and the State.
 - (e) *Deutsche Justiz, Rechtspflege und Rechtspolitik*, of July 12th, 1935. Articles entitled : „Die leitenden Gedanken der beiden Gesetze zur Änderung des Strafgesetzbuches sowie zur Änderung des Strafverfahrens und des Gerichtsverfassungsgesetzes vom 28. Juni 1935“, and : „Die Einzelheiten der Strafgesetznovelle vom 28. Juni 1935.“
 - (f) *Deutsche Justiz, Rechtspflege und Rechtspolitik*, of August 30th, 1935. Article entitled : „Der Gedanke der Gerechtigkeit in der deutschen Strafrechtserneuerung.“
4. Minutes of the meeting of the Council of the L. N. on September 23rd, 1935 (aft.), with the report of a Committee of three jurists referred to therein.
5. Letter from the High Commissioner of the L. N. at Danzig to the Senate of the Free City, transmitting the petitions of certain political parties (Sept. 5th, 1935).

II.—DOCUMENTS TRANSMITTED ON BEHALF OF THE FREE CITY OF DANZIG :

1. Proceedings of preparatory work previous to the approval of the Constitution of Danzig by the Council of the L. N. :
 - (1) Minutes of the sub-committee appointed by the preparatory Commission for the drafting of the Constitution.
 - (2) Minutes of the Commission on the Constitution of the Constituent Assembly.
 - (3) Verbatim records of the Constituent Assembly and of the *Volkstag*.
2. *Urteil des Danziger Obergerichts, I. Zivilsenat, 14. November 1935.*
3. *Zusammenstellung der im Plaidoyer nicht wörtlich zitierten Entscheidungen und Gesetzesstellen.*
4. „Höhere Gerechtigkeit, Gnade und Naturrecht“, von *Rechtsanwalt Prof. Dr. Grimm, Essen-Münster.*

5. „Rechtsgutachten über die Verfassungsmässigkeit des von Volkstag und Senat der Freien Stadt Danzig in der Form eines einfachen Gesetzes beschlossenen und verkündeten Gesetzes zur Behebung der Not von Volk und Staat, vom 24. Juni 1933 (*Gesetzblatt für die Freie Stadt Danzig*, 1933, S. 273)“, von Staatsrat Prof. Dr. Carl Schmitt, Berlin. (Cf. *Journal officiel* de la S. d. N., XVI^{me} année, n^o 6, p. 775.)

III. — DOCUMENTS RECUEILLIS PAR LE GREFFE :

1. Constitution de Dantzig (extrait n^o 58 du *Journal officiel*, déc. 1930).
2. Articles 2 et 2 a du Code pénal dantzikois en vigueur avant le 1^{er} septembre 1935.
3. Lois d'autorisation dantzikaises antérieures à celle du 24 juin 1933, savoir des :
 - 20 octobre 1923 (*Danz. Gesetzblatt*, p. 1067).
 - 29 novembre 1926 (*id.*, p. 317).
 - 23 janvier 1931 (*id.*, p. 7).
 - 30 juin 1931 (*id.*, p. 605).
 - 1^{er} septembre 1931 (*id.*, p. 719).
 - 28 juin 1932 (*id.*, p. 403).
 - 24 juin 1933 (*id.*, p. 273).
4. Passage de l'arrêt de la Cour supérieure de Dantzig du 7 novembre 1934, rappelé dans l'arrêt du 14 novembre 1935 de la même Cour.
5. Passage de l'arrêt de la Cour supérieure de Dantzig du 28 avril 1932, rappelé dans l'arrêt du 7 novembre 1934 de la même Cour.

5. „Rechtsgutachten über die Verfassungsmässigkeit des von Volkstag und Senat der Freien Stadt Danzig in der Form eines einfachen Gesetzes beschlossenen und verkündeten Gesetzes zur Behebung der Not von Volk und Staat, vom 24. Juni 1933 (*Gesetzblatt für die Freie Stadt Danzig*, 1933, S. 273)“, von Staatsrat Prof. Dr. Carl Schmitt, Berlin. (Cf. *Official Journal* of the L. N., XVth Year, No. 6, p. 775.)

III.—DOCUMENTS ASSEMBLED BY THE REGISTRY :

1. Constitution of Danzig (extract No. 58 of the Official Journal, Dec. 1930).
 2. Articles 2 and 2 a of the Danzig Penal Code in force prior to September 1st, 1935.
 3. Danzig Enabling Laws previous to that of June 24th, 1933, i.e. of :
 - October 20th, 1923 (*Danz. Gesetzblatt*, p. 1067).
 - November 29th, 1926 (*id.*, p. 317).
 - January 23rd, 1931 (*id.*, p. 7).
 - June 30th, 1931 (*id.*, p. 605).
 - September 1st, 1931 (*id.*, p. 719).
 - June 28th, 1932 (*id.*, p. 403).
 - June 24th, 1933 (*id.*, p. 273).
 4. Passage from the judgment given on November 7th, 1934, by the Danzig Supreme Court, quoted in the judgment given by that Court on November 14th, 1935.
 5. Passage from the judgment given on April 28th, 1932, by the Danzig Supreme Court, quoted in the judgment given by that Court on November 7th, 1934.
-